

Haiti

Part 1: Situation update in the country

En 2018, le Gouvernement d'Haïti a réalisé des avancées notables sur le plan institutionnel avec le soutien d'UNICEF Haïti et de ses partenaires. L'évaluation de la Gestion efficace des vaccins a permis au Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) de renforcer la mise en œuvre du Programme élargi de vaccination, et des activités de solarisation de la chaîne du froid pour le stockage des vaccins. Le document de politique et de stratégie nationales de souveraineté et de sécurité alimentaire et de nutrition a été finalisé, et une enquête nationale sur la carence en iode chez les femmes enceintes et les femmes en âge de procréer a été réalisée. Le MSPP a finalisé le Plan stratégique multisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA 2018-2023, et entamé le processus d'élaboration d'un plan stratégique national de santé communautaire. La Stratégie nationale d'assainissement a été révisée dans le cadre de l'élaboration du nouveau Plan hydraulique et d'assainissement national lancé par le Président, et le Gouvernement a adhéré à la Plateforme SWA (Assainissement et Eau pour Tous). L'Institut du Bien Être Social et de Recherches (IBESR) du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) - l'agence nationale en charge de la protection de l'enfant - a adopté un moratoire sur l'ouverture de nouvelles maisons d'enfants et renforcé le dispositif de placement en famille d'accueil. Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) a validé le Code de conduite sur la violence à l'école, et poursuivi ses travaux afin de finaliser le Plan décennal sur l'éducation et la formation ainsi que la Politique sur l'éducation non formelle et alternative. Enfin, le MSPP a finalisé son Plan à long terme pour l'élimination du choléra.

Malgré ces avancées, la situation en Haïti est restée marquée par de multiples défis en matière de développement et dans le domaine humanitaire. Haïti a subi des turbulences politiques, une importante sécheresse, des inondations et un séisme, tandis que le pays fait toujours face aux épidémies de choléra, de diphtérie et de malaria, à des problèmes récurrents de protection de l'enfant, et à une situation migratoire avec les déplacements volontaires ou rapatriements, déportations et expulsions arbitraires de populations haïtiennes en provenance de la République Dominicaine. Environ 60% des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté et 24% sous le seuil de pauvreté extrême. Si le pays a connu une modeste accélération de la croissance économique sous l'impulsion du secteur agricole [1], la gourde a continué à se déprécier par rapport au dollar américain et l'inflation demeure élevée. La campagne agricole de printemps a été affectée par la sécheresse pesant sur la sécurité alimentaire [2].

La dernière enquête démographique et de santé [3] dresse un portrait mitigé témoignant des progrès accomplis et du chemin qui reste à parcourir pour atteindre les Objectifs de développement durable. Après avoir baissé de 50% depuis 1990, le taux de mortalité infantile s'est stabilisé depuis 2012 à 59 pour 1000 naissances vivantes. L'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) reste un défi majeur : un quart de la population haïtienne n'a pas accès à des sources d'eau améliorée et seulement un quart des ménages ont accès à une installation adéquate pour se laver les mains avec de l'eau et du savon ; 30% des ménages ont accès à un système d'assainissement amélioré et 1 ménage sur 4 pratique encore la défécation à l'air libre. Le statut nutritionnel des enfants et des femmes reste préoccupant : 1 enfant sur 4 souffre de malnutrition chronique alors qu'environ 2 enfants sur 3 et la moitié des femmes de 15 à 49 ans souffrent d'anémie [4]. Certains problèmes de protection de l'enfant restent insuffisamment résolus en l'absence de système de référencement fonctionnel : 1 enfant sur 5 ne vit avec aucun parent biologique tandis que 85% des enfants subissent des formes de discipline violente, et 1 enfant sur 6 n'est pas enregistré à l'état civil et risque de se voir refuser l'accès à la protection et aux services sociaux de base. L'accès à l'éducation des enfants s'est considérablement amélioré mais le niveau des apprentissages reste faible. Près de 320 000 enfants de 6 à 14 ans demeurent en dehors du système scolaire et environ 160 000 adolescents de 15 à 18 ans ne fréquentent pas l'école.

L'instabilité politique et économique continue de restreindre la capacité de l'Etat haïtien à répondre pleinement aux besoins des enfants et des communautés en situation de vulnérabilité. Des manifestations sociales ont perturbé les activités du pays notamment au cours des mois de juillet, d'octobre et de novembre. La stabilité politique en Haïti a été mise à l'épreuve après la décision de supprimer les subventions aux combustibles qui a provoqué de violentes manifestations au mois de juillet, et précipité la démission du Gouvernement, suscitant ainsi des délais sur des dossiers, notamment sur l'adoption du document de politique nationale de protection sociale. Par ailleurs, dans la mesure où les dépenses publiques relatives aux secteurs sociaux restent limitées, un soutien continu d'UNICEF et des partenaires de développement est indispensable pour contribuer à la disponibilité des services en matière de santé, nutrition, éducation, eau et assainissement, et de protection.

Le Programme Pays 2017-2021 comprend des interventions dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation, de l'eau, assainissement et hygiène, de la protection et de la lutte contre le choléra, pour un montant total d'engagement de 53.1 millions de dollars américain en 2018. Cette année, UNICEF Haïti et ses partenaires ont ainsi contribué aux résultats suivants: 270 000 enfants ont été vaccinés contre la rougeole [5] ; la gestion de la chaîne du froid a été renforcée afin de passer à un système d'énergie solaire pour la conservation des vaccins ; environ 14 000 enfants ont reçu un traitement contre la malnutrition aigüe globale et 43 000 ont reçu des poudres de micronutriments ; 21 600 personnes ont eu un accès à l'eau potable à travers la construction et la réhabilitation des points d'eau, ou le traitement de l'eau à domicile ; près de 10 000 latrines ont été construites, et 2400 familles dans 85 localités isolées ont construit leur propres latrines et mis fin à la défécation à l'air libre; 68 000 enfants ont obtenu des fournitures scolaires. Enfin, un projet pluriannuel visant à améliorer l'accès aux services d'enregistrement inclusif des naissances, a été lancé avec le soutien du Gouvernement du Canada.

L'un des objectifs prioritaires d'UNICEF Haïti reste l'élimination du choléra. UNICEF demeure un partenaire-clé de la nouvelle Stratégie de lutte contre le choléra du MSPP. En 2018, grâce au renforcement de la réponse au choléra dans le cadre du Plan national d'élimination du choléra (2018-2022), la maladie a atteint son niveau le plus bas depuis le début de l'épidémie. Entre janvier et novembre 2018, 3644 cas suspects de choléra et 41 décès ont été enregistrés, soit une réduction de 71% par rapport à la même période en 2017 [6]. Ces progrès montrent que l'élimination est réalisable et que la lutte entre dans sa dernière ligne droite (Last Mile), qui est aussi la plus difficile et requiert la mobilisation continue des acteurs. Le caractère infectieux du choléra ne doit pas être sous-estimé [7], comme l'a récemment démontré la flambée dans la zone frontalière entre Haïti et la République Dominicaine.

Les mouvements migratoires à la frontière entre Haïti et la République Dominicaine se sont intensifiés avec environ 10 000 personnes d'origine haïtienne par mois à qui l'entrée est refusée ou déportées par les autorités dominicaines [8]. Parmi ces personnes, deux tiers n'ont aucune pièce d'identité délivrée ni par l'État haïtien ni par l'État dominicain, ce qui ne leur permet pas de régulariser leur situation. La plupart des personnes expulsées arrivent en Haïti dans des conditions précaires, sans ressources et séparées de leurs familles. Les plus démunis vivent dans des camps de fortune dans la région d'Anse à Pitres, dans des conditions très difficiles, avec un accès limité ou inexistant aux services de base. Le manque de financement continue de limiter les capacités et la qualité de prise en charge des enfants à la frontière. En 2019, l'appui financier de l'Union Européenne permettra à UNICEF Haïti et OIM de redémarrer les activités en soutien aux autorités nationales afin d'assurer un meilleur accès aux services pour les enfants entre Haïti et la République Dominicaine.

Haïti reste extrêmement vulnérable aux aléas naturels. Deux ans après le passage de l'ouragan Matthew, les défis pour répondre aux besoins des communautés touchées dans la Grande-Anse et le Sud sont importants. Si en 2018 le pays a été épargné par la saison cyclonique, un nouveau séisme a frappé les départements du Nord et Nord-Ouest le 6 octobre. Une assistance à moyen terme reste à apporter aux 157 000 personnes affectées. Travaillant de concert avec les autorités, UNICEF Haïti a fourni un appui d'urgence dans les secteurs de l'éducation et EAH. Un financement du Fonds central d'intervention

d'urgence (CERF) des Nations Unies a été mobilisé pour atteindre 7500 enfants dans plusieurs écoles touchées par le séisme. Suite à l'évaluation de sa réponse à l'ouragan Matthew (octobre 2016-fin 2017), publiée en 2018, UNICEF Haïti, aux côtés des acteurs humanitaires, et en appui à la Direction de la Protection Civile (DPC) et aux ministères concernés, a intensifié la préparation aux urgences. Une étude sur l'impact du changement climatique sur les enfants et une stratégie d'intégration des mesures d'adaptation dans les programmes d'UNICEF Haïti seront développées en 2019.

UNICEF Haïti remercie vivement tous les partenaires qui lui ont apporté leur soutien en 2018 pour atteindre les enfants les plus vulnérables en Haïti. En 2018, les ressources mobilisées se sont élevées à 34.7 millions de dollars américains, soit 18% de plus qu'en 2017. Ces contributions continuent de jouer un rôle essentiel permettant la continuation ou l'expansion du Programme Pays. Les contributeurs les plus importants sont le Canada (17.4 millions de dollars américains), la Banque mondiale (5.1 millions de dollars américains), les États-Unis (2.9 millions) et l'Union Européenne (1.4 million de dollars américains). La contribution de 1 million de dollars américains du Japon au Fonds multipartenaires des Nations Unies pour la lutte contre le choléra en Haïti est aussi essentielle. Avec près de 3.6 millions de dollars américains versés à UNICEF Haïti pour la réponse au choléra et au séisme d'octobre 2018, le CERF demeure un élément clé pour le financement des programmes. D'autres fonds représentant 1.2 million dollars américains proviennent de différents Comités nationaux de l'UNICEF français, espagnol, allemand, danois et américains, UNAIDS et des fonds thématiques de l'UNICEF.

Les résultats obtenus reflètent la diversité et la force des partenariats ainsi que les efforts constants pour optimiser ces ressources. En 2018, ce sont 75 partenariats qui ont été signés avec 54 partenaires non-gouvernementaux (dont 15 ONGs locales) et 4 entités gouvernementales à savoir, le MSPP, le MAST et l'IBESR, le MENFP, ainsi que la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement du Ministère de l'Environnement (DINEPA/MDE) pour un montant approximatif de 24 millions de dollars américains

En 2018, la sécurité est demeurée un point de préoccupation dans les centres urbains du pays, notamment dans l'aire métropolitaine où les violences armées entre gangs rivaux persistent et donnent lieu régulièrement à des affrontements. Si le personnel du bureau pays a été assigné à résidence pendant les manifestations de juillet et de novembre, UNICEF Haïti a testé avec succès son Plan de Continuité des Opérations afin de maintenir les fonctions essentielles et minimiser l'impact sur les activités en cours. Cependant, des impacts directs se sont fait sentir sur les programmes notamment ceux dont certaines activités se déroulent dans les zones de troubles telles que Martissant.

UNICEF Haïti dispose depuis 2018 de bureaux entièrement alimentés par panneaux solaires. L'option solaire reflète la contribution de l'UNICEF Haïti à l'utilisation d'une source d'énergie plus respectueuse de l'environnement et va permettre au bureau pays de réduire les dépenses annuelles de plus de moitié sur le diesel et l'électricité pour le mettre à disposition des enfants.

[1] 1.8% en 2017-2018 d'après la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL).

[2] Selon l'analyse IPC de Décembre 2018.

[3] Enquête sur la mortalité, la morbidité et l'utilisation des services (EMMUS VI) 2016-2017.

[4] La prévalence de l'anémie reste inchangée depuis 2006 à la fois chez les enfants et les femmes en âge de procréer.

[5] 229 350 moins d'un an et 40 650 de 13-23 mois.

[6] Semaine 47, Bulletin épidémiologique choléra, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP).

[7] L'épidémie de choléra est concentrée dans les départements 'persistants' (Ouest, Centre, Artibonite) qui représentent 71% des cas pour 60% de la population (IHSI) au cours du premier semestre 2018.

[8] Stratégie nationale de protection, Bureau de la Protection Civile, 2018.

i. Every child survives and thrives

UNICEF Haïti reste un partenaire clé du Gouvernement Haïtien œuvrant aux côtés du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), des directions départementales et partenaires locaux de mise en œuvre tels que l'Association des Volontaires dans le Service International (AVSI), Haïtian Health Foundation (HHF), Fondation pour le Développement et l'Encadrement des Familles Haïtiennes (FONDEFH), Consortium pour la promotion de la Santé de l'Enfant (CSE), le Centre Rose Angele, Fondation pour la Santé Reproductive et l'Éducation Familiale (FOSREF), Volontariat pour le Développement d'Haïti (VDH), et le Réseau Haïtien des Journalistes en Santé (RHJS). Les principaux partenaires financiers du secteur santé sont la Banque Mondiale, le Gouvernement du Japon, CERF, GAVI, USAID Food For Peace (FFP), Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO), le Gouvernement du Canada, le Comité National de l'UNICEF allemand, et les fonds Unified Budget Results Accountability Framework (UBRAF).

En lien avec les priorités nationales, les résultats rapportés ci-dessous ont contribué aux Résultat 1 (accès aux services de santé) et 3 (accès aux services nutritionnels intégrés) du Programme Pays 2017-2021 de l'UNICEF (CPD) [9]. Le CPD est aligné sur les priorités nationales et ces résultats contribuent à la réalisation de l'Effet II du Cadre de Développement Durable 2017-2021 des Nations Unies en Haïti (CDD), qui porte sur l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des services sociaux de base.

Santé maternelle et de l'enfant

Les résultats de la sixième Enquête sur la Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services 2016-2017 (EMMUS-VI), l'équivalent haïtien de l'enquête démographique et de santé, témoignent des progrès accomplis ainsi que du chemin qui reste à parcourir pour atteindre les Objectifs de développement durable en matière de santé de l'enfant. Si dans l'ensemble, la mortalité infanto-juvénile a légèrement baissé depuis 2012 [10], le taux de mortalité infantile s'est stabilisé à 59 pour 1000 naissances vivantes et la mortalité néonatale s'est légèrement dégradée. De même, la mortalité maternelle est restée stable à 529 pour 100,000 naissances. Alors que 60% des accouchements en Haïti se déroulent encore à domicile, et que la mortalité liée à la grossesse reste élevée, le recours à l'accouchement assisté et le renforcement de la qualité des soins aux mères et aux nouveaux nés sont des enjeux de santé publique.

En lien avec le Produit 2, Résultat 1 du CPD 2017-2021, UNICEF Haïti, en tant que partenaire clé de la mise en œuvre de la Méthode Mère Kangourou (MMK) auprès de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), a apporté un appui financier et technique qui a permis l'admission et la prise en charge de 727 nouveau-nés [11], contre 207 en 2016 et 355 en 2017. La MMK vise à assurer la prise en charge des nouveaux prématurés et/ou de faible poids à la naissance par un personnel qualifié et formé. Suite à la fermeture de l'Hôpital Centre de Référence en matière d'Urgences Obstétricales (CRUO) de MSF en octobre 2018, l'HUEH est devenu la seule structure hospitalière (publique /gratuite) dotée d'un service néo-natal pleinement fonctionnel dans l'aire métropolitaine. 42% des nouveau-nés ont été suivis au cours de leurs premiers jours de vie, et 72% au cours de leur première semaine de vie. Après l'exeat, les agents communautaires assurent la continuité de la mise en œuvre du protocole de prise en charge. Ces activités communautaires sont soutenues par un système de communication améliorée via les téléphones mobiles. UNICEF Haïti a par ailleurs appuyé l'achat de matériels et équipements pour les services de pédiatrie des trois centres hospitaliers universitaires : l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), l'Hôpital Universitaire la Paix (HUP) dans l'Ouest et l'Hôpital Universitaire Justinien (HUI) dans le Nord.

En lien avec le Produit 1, le plaidoyer et l'appui technique d'UNICEF Haïti et PAHO ont permis au Gouvernement d'Haïti d'intégrer l'Alliance Néonatale Internationale et a lancé l'Alliance Néonatale Haïtienne. UNICEF Haïti a apporté un appui financier et technique à la participation du MSPP à deux conférences internationales dont l'une sur l'Alliance Néonatale Caribéenne et l'autre sur la MMK en

Colombie. Ces rencontres ont permis de renforcer les liens entre les alliances néonatales des pays de la région en mettant en avant les avancées du MMK en Haïti.

Immunisation

Le programme de vaccination reste un pilier de l'action d'UNICEF Haïti en faveur de la survie des enfants en Haïti. En soutien au Programme Élargi de Vaccination (PEV) du MSPP, et avec l'appui du Gouvernement du Japon, de GAVI et de la Banque Mondiale, UNICEF Haïti contribue au renforcement de la capacité de stockage et à la gestion des vaccins, de la prestation des services de vaccination, ainsi qu'à la communication et la mobilisation sociale pour la promotion des services de vaccination. Dans la mesure où les dépenses publiques relatives à la santé restent limitées, l'assistance d'UNICEF Haïti reste indispensable afin d'assurer la disponibilité des vaccins et des services dans les communes les plus vulnérables.

En lien avec le Produit 1 et 2, Résultat 1 du CPD 2017-2021, UNICEF Haïti a soutenu l'achat et la livraison de 485 000 doses de vaccins contre la rougeole et la rubéole et d'équipements divers, et facilité la vaccination d'environ 270 000 enfants. La solarisation de la chaîne du froid s'est poursuivie avec 193 réfrigérateurs solaires achetés dans le cadre de la Plateforme d'optimisation des équipements de la chaîne du froid (CCEOP) [12] et des activités de supervision formative pour renforcer la qualité de la chaîne du froid. Par ailleurs, UNICEF a soutenu une évaluation de la Gestion Efficace des Vaccins (GEV) qui a permis d'identifier les goulots d'étranglement dans la mise en œuvre du PEV. Une formation en communication interpersonnelle a été organisée pour 27 formateurs au niveau central avec la participation des managers PEV et des responsables de communication départementaux.

Sur le Produit 3, l'appui d'UNICEF Haïti pour la prestation des services de vaccination passe par la mise en œuvre de l'approche Reach Every District (RED) dans les 70 communes les plus difficiles d'accès. Si certaines contraintes ont entravé la mise en œuvre complète des activités RED, le rattrapage des enfants non vaccinés s'est traduit par une légère amélioration de la couverture vaccinale [13] par rapport à 2017.

En réponse à l'épidémie de diphtérie qui sévit depuis 2014, UNICEF Haïti a facilité la vaccination d'urgence de plus de 400 000 enfants de 1-6 ans et 600 000 enfants de 7-14 ans.

VIH/SIDA

UNICEF Haïti demeure engagé au côté du Gouvernement en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA. Si la prévalence du VIH a connu une faible régression depuis 2012 [14], l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH et de la syphilis reste un enjeu de santé publique en Haïti.

En lien avec le Produit 1 et 2, Résultat 1 du CPD 2017-2021, l'action d'UNICEF Haïti s'est concentrée sur la Prévention de la Transmission Mère-Enfant (PTME) et le VIH chez les adolescents à travers la mise en œuvre de la stratégie ALL IN dans les départements du Sud Est, Sud, Nippes et Grande Anse, en apportant un appui technique et financier au MSPP et aux partenaires locaux dans le cadre du Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS). Le PNLS a bouclé récemment le processus d'élaboration de son plan stratégique multisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA 2018-2023.

La stratégie ALL IN s'appuie sur la mise en œuvre d'activités de dépistage, d'accompagnement et de suivi des adolescents. En 2018, 412 adolescents/jeunes sexuellement actifs ont ainsi été conseillés et dépistés pour le VIH dans huit communes ciblées des Nippes et de la Grande Anse et 371 adolescents/jeunes testés VIH négatifs ont pu participer aux activités "Stay Negative" dans ces communes avec un taux d'enrôlement en soins et traitement antirétroviral de 85% pour ceux qui sont testés positifs. Leur accompagnement est assuré par les pairs éducateurs dont 120 ont été formés.

UNICEF Haïti a soutenu la réalisation de deux ateliers pour l'élaboration du plan de mise en réseau des institutions de santé dans le cadre de l'élimination de la transmission mère-enfant (eTME) dans le Sud Est et dans la Grande Anse. Par ailleurs, UNICEF Haïti a supporté la formation de 23 prestataires de soins sur la prévention de la transmission mère-enfant (PTME) et de 130 prestataires de soins sur les nouvelles normes de prise en charge du VIH dans les départements du Sud Est, du Nord, du Nord Est et de l'Artibonite, suivies de missions de suivi post formation et de l'impression des schémas de prise en charge et des fiches techniques des nouvelles normes.

Nutrition

La Politique et Stratégie nationales de souveraineté et sécurité alimentaire et de nutrition en Haïti de 2018 ont pour objectif de réduire la dépendance alimentaire, la faim et la malnutrition à un niveau proche de zéro afin qu'elles ne soient plus une barrière au développement socio-économiques du pays à l'horizon 2030. Le statut nutritionnel des enfants et des femmes en Haïti reste néanmoins précaire comme indiqué par les résultats de l'EMMUS VI. Il n'y pas eu de progrès dans la réduction du retard de croissance depuis 2012 avec 1 enfant sur 4 souffrant de sous-alimentation chronique. La prévalence de l'anémie reste également inchangée depuis 2006 à la fois chez les enfants et les femmes en âge de procréer avec 66% et 49% respectivement en 2017.

En lien avec le Produit 1, Résultat 3 du CPD 2017-2021, des progrès notables ont été réalisés au niveau institutionnel notamment avec la finalisation et la validation du Document national de politique et stratégie de souveraineté et de sécurité alimentaire et de nutrition dans lesquels la lutte contre la malnutrition chronique et l'anémie ferriprive a été priorisée. Enfin, une enquête nationale sur la carence en iode chez les femmes en âge de procréer et les femmes enceintes a été réalisée en 2018 : les résultats, prévus pour début 2019, permettront de réorienter et réactiver le programme d'iodation universelle du sel, qui est en perte de vitesse avec seulement 8% des ménages consommant du sel iodé au niveau national d'après l'EMMUS VI.

En lien avec le Produit 2 et 3, UNICEF Haïti et ses partenaires ont apporté une assistance technique au MSPP pour l'offre d'un paquet intégré de services permettant de prévenir et de traiter la malnutrition. Un appui direct a également été fourni au MSPP sous forme de transfert d'espèces et/ou d'intrants. En l'absence d'un budget national pour la nutrition, UNICEF Haïti a ainsi couvert environ 90% des besoins du pays en matière de produits nutritionnels thérapeutiques. Cette approche mixte a permis de progresser favorablement vers l'atteinte des cibles de 2018. Approximativement 12 600 enfants ont été traités pour la malnutrition aigüe sévère, et 6800 enfants pour la malnutrition aigüe modérée. L'assistance en supplémentation en micronutriments visant à améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des enfants entre 6 et 23 mois a touché plus de 43 000 enfants. Près de 20 000 mères ont reçu des conseils en bonnes pratiques sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

[9] Programme de coopération entre le Gouvernement de Haïti et UNICEF 2017-2021 (CPD).

[10] Le taux de mortalité infanto-juvénile a légèrement baissé de 86 % en 2005-2006 à 81 % en 2016-2017.

[11] De Janvier à Septembre 2018.

[12] Sur un objectif de couverture vaccinale pour les antigènes traceurs du PEV fixé à 80%, la couverture en Penta3 est passée de 72% en 2017 à 74% en 2018 ; de 63% en 2017 à 75% pour le RR ; et a diminué de 67% en 2017 à 65% pour le BCG en 2018 (Source : Joint Report Form, MSPP/UNICEF/WHO).

[13] Le Cold Chain Equipment Optimisation Platform (CCEOP) permet à GAVI/UNICEF de financer l'achat de 4 réfrigérateurs supplémentaires pour chaque réfrigérateur acheté par le Gouvernement.

[14] D'après l'EMMUS VI, la prévalence du VIH est passé de 2.2% en 2012 à 2.0% en 2017.

ii. Every child learns

UNICEF Haïti œuvre aux côtés du Ministère de l'Éducation et de la Formation Publique (MENFP) pour garantir le droit à une éducation universelle gratuite de qualité pour les enfants haïtiens. Selon l'EMMUS VI, l'accès à l'éducation des enfants s'est considérablement amélioré mais le niveau des apprentissages reste faible. Près de 320 000 enfants de 6 à 14 ans demeurent en dehors du système scolaire et environ 160 000 adolescents de 15 à 18 ans ne fréquentent pas l'école.

Les résultats rapportés ci-dessous ont contribué à la réalisation du Résultat 4 du CPD 2017-2021 sur l'accès à un système inclusif d'éducation de qualité, et à l'Effet II du CDD 2017-2021 des Nations Unies en Haïti, qui portent sur l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des services sociaux de base.

En lien avec le Produit 1 et 2, Résultat 4 du CPD 2017-2021, UNICEF Haïti, en collaboration avec le MENFP, a soutenu l'inscription d'environ 8500 enfants (dont 4100 filles) en première année primaire dans cinq départements (Nord, Nord-Est, Sud-Est, Sud et Grande Anse), notamment grâce à la distribution de kits scolaires afin de réduire les coûts de scolarisation pour les familles. Au niveau du préscolaire, ce sont environ 2300 enfants (dont 1100 filles) qui ont bénéficié d'un appui en matériel. Les distributions ont été accompagnées par des campagnes d'inscription à l'école à l'âge légal, afin de réduire le nombre d'enfants en sur-âge dans les salles de classe. Par ailleurs, 106 comités de gestion scolaires ont été soutenus et renforcés dans des écoles publiques du Nord, Nord-Est et du Sud-Est afin de renforcer les liens avec la communauté et assurer notamment une meilleure fréquentation des enfants à travers des systèmes communautaires de suivi de la fréquentation.

En lien avec le Produit 3, sur la base des résultats de l'étude sur les enfants en dehors de l'école réalisée conjointement par le MENFP et UNICEF Haïti en 2017, le MENFP a démarré l'élaboration d'une politique d'éducation non formelle offrant des alternatives aux 500 000 enfants et jeunes de 5 à 18 ans en dehors du système scolaire et vulnérables. Avec l'appui technique et financier d'UNICEF Haïti, le MENFP a présidé un atelier de lancement regroupant des représentants de la société civile, de différents ministères sectoriels (travail, affaires sociales, jeunesse et sports, etc.), de la Présidence et de la Primature ainsi que des experts nationaux et internationaux. Suite à cet atelier, le MENFP a établi un comité de rédaction multisectoriel avec l'objectif de soumettre l'ébauche de la politique au courant du premier trimestre 2019.

UNICEF Haïti a par ailleurs appuyé les initiatives du MENFP visant l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la réduction de la violence en milieu scolaire. En collaboration avec ses partenaires, UNICEF Haïti a poursuivi la mise en œuvre du programme « Haïti Gagne » dans 106 écoles publiques du pays, au bénéfice de plus de 30 000 enfants (dont environ 15 300 filles). Ce programme vise l'amélioration des compétences en lecture-écriture des enfants du premier cycle du primaire (6-10 ans)

UNICEF Haïti a également soutenu le renforcement des capacités de l'Unité en charge de la coordination des initiatives liées à la lecture, écriture, mathématiques (UDCLEM) dans le domaine du développement d'outils de suivi et de supervision. Cet appui a contribué à favoriser l'alignement de tous les partenaires aux priorités du MENFP. Aujourd'hui, la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement (BID), USAID, et UNICEF Haïti sont engagés sur l'utilisation de la même méthodologie scriptée pour les apprentissages de base. L'Union Européenne s'est aussi engagée sur l'appui à l'apprentissage de la lecture. La dernière évaluation nationale de quatrième année a montré de légères améliorations en termes d'apprentissage de la lecture/écriture. L'appui au MENFP pour la vulgarisation du code de conduite, approuvé en 2017, a débuté.

UNICEF Haïti a assumé la fonction de secrétaire du Groupe Sectoriel Éducation (GSE) au côté de l'Union Européenne qui en assure la présidence. Dans ce cadre, UNICEF Haïti a continué les appuis à l'élaboration du Plan décennal de l'éducation et de formation (PDEF) qui sera finalisé en 2019 et comprend des sections sur l'éducation non formelle, inclusive et le préscolaire.

Enfin, UNICEF Haïti a soutenu le MENFP dans d'autres activités structurantes au niveau de différentes directions techniques ainsi que de l'inspection générale (IG) : l'appui au Bureau de Gestion de la Petite Enfance (BUGEP) a permis d'entamer le travail de vulgarisation du nouveau curriculum du préscolaire et de débiter avec la préparation d'outils de contrôle de qualité standardisés. L'appui technique et financier à l'IG a permis de finaliser l'évaluation sur la supervision pédagogique dans les différents cycles d'enseignement et l'élaboration d'un plan de redressement qu'UNICEF Haïti appuiera, avec d'autres partenaires, au courant de 2019. A terme, l'emphase sur la gestion basée sur les résultats (plus de 50 officiers du MENFP ont été formés grâce à l'appui d'UNICEF Haïti en 2018), et le lancement avec l'Unité d'Etude et de Planification de l'étude sur les déterminants de l'échec scolaire, devraient également contribuer à fournir au MENFP des outils et des informations nécessaires afin de parfaire les différentes politiques éducatives en faveur des enfants les plus vulnérables et ceux laissés en dehors du système.

Dans le domaine humanitaire, UNICEF Haïti a continué ses activités en faveur de la réduction des risques et des désastres et de la réponse aux urgences. Une assistance technique a été fournie au MENFP pour l'élaboration du plan de contingence éducation nationale. Au total, plus de 30 000 enfants (dont 14 700 filles) ont pu bénéficier des différentes interventions, au Sud, dans la Grand Anse et dans les zones touchées par le tremblement de terre d'octobre 2018. Les interventions d'UNICEF Haïti, mises en œuvre avec différents partenaires comme la Commission Épiscopale des Écoles Catholiques (CEEC), la Fédération des Écoles protestantes d'Haïti (FEPH) et la Direction de la Protection Civile (DPC), ont permis de sensibiliser le personnel éducatif (inspecteurs, directeurs d'écoles, directeurs départementaux, etc.) à la gestion des écoles abris ainsi que sur la gestion et la réduction des risques en milieu scolaire. Les enfants des écoles du Sud et de la Grande Anse ont également bénéficié d'exercices de simulation grâce au soutien de la DPC. Plus de 12 000 enfants (dont environ 5700 filles) ont pu reprendre le chemin de l'école après le tremblement de terre d'octobre 2018, grâce à la mise à disposition de bâches par l'UNICEF.

En 2018, en soutien au Gouvernement d'Haïti, UNICEF Haïti et ses partenaires ont continué de faire de l'équité dans l'éducation une priorité. L'USAID est le principal contributeur d'UNICEF Haïti dans le secteur de l'éducation couvrant environ 70% des ressources mobilisées. Les principaux partenaires de mise en œuvre du programme sont CARE, PLAN, AVSI, la FEPH et la CEEC ainsi que GRAHN-Monde et Initiative pour le Développement des Jeunes (IDEJEN).

iii. Every child is protected from violence and exploitation;

2018 a enregistré des avancées notables dans la désinstitutionnalisation des enfants et adolescents et le renforcement du processus de gestion durable des cas d'enfants en situation de séparation familiale. En octobre, le Gouvernement a franchi un pas décisif en adoptant un moratoire sur l'ouverture de nouvelles maisons des enfants afin de permettre à l'ensemble des acteurs de protection de l'enfant de se concentrer sur les efforts en matière de désinstitutionnalisation. L'Institut du Bien-Être Social et de Recherche (IBESR) – l'agence nationale en charge de la protection de l'enfant – a réalisé une évaluation compréhensive des maisons des enfants : sur les 754 établissements évalués, l'étude a révélé que seules 29 maisons d'enfants respectent les normes établies de prise en charge. Trois centres résidentiels ont notamment été fermés par l'IBESR suite à des allégations d'abus sexuels et un calendrier de fermeture est en cours de définition pour 93 centres avec un risque élevé de violation des droits des enfants.

L'implication effective de l'IBESR et des autres services techniques du Gouvernement a contribué à accélérer le renforcement du système de prise en charge alternatif par le biais du placement en famille d'accueil, la prise en charge transitoire et la réunification familiale. Ainsi, 36 nouvelles familles d'accueil ont été accréditées, augmentant le nombre de familles d'accueil à 112, avec la constitution d'un « réservoir » de 91 familles en attente d'accréditation. 101 enfants privés de soins parentaux ont été placés en famille d'accueil plutôt qu'en institution, et 561 enfants ont été réunifiés avec leurs familles biologiques [15]. L'IBESR avec l'appui d'UNICEF Haïti, initiera le développement d'un plan de

désinstitutionalisation qui met l'accent sur la prévention de la séparation familiale, le renforcement du système de familles d'accueil et l'accélération de la réunification des enfants avec leurs familles biologiques.

Malgré ces avancées, la situation en matière de protection de l'enfant en Haïti reste préoccupante : selon l'EMMUS VI 2016-2017, 22% des enfants ne vivent pas avec leurs parents biologiques. Plus de 25 800 enfants sont placés dans des institutions dont 80% ne sont pas des orphelins [16] ; 207 000 se trouvent dans des situations de travail domestiques inacceptables [17] ; 85% des enfants âgés de 1 à 14 ans ont fait l'expérience d'au moins une forme de violence [18] ; 15% des enfants ne sont pas enregistrés à la naissance, les privant de leur premier droit à l'identité [19] ; Plus de la moitié des enfants détenus dans les prisons en Haïti n'ont été ni jugés, ni condamnés [20]. La situation migratoire à la frontière avec la République Dominicaine se poursuit avec environ 10 000 Haïtiens par mois à qui l'entrée est refusée ou sont déportées [21].

Les résultats rapportés ci-dessous ont contribué à la réalisation du Résultat 5 du CPD 2017-2021 sur la protection de l'enfant, et à l'Effet III du CDD 2017-2021, qui porte sur la protection des groupes vulnérables contre les violences et la discrimination basée sur les droits humains.

En lien avec le Produit 1, en l'absence d'un corpus de lois spécifique à la protection de l'enfant [22], UNICEF Haïti a poursuivi son plaidoyer auprès de l'Assemblée Nationale autour de la nécessité de voter le projet du Code de protection de l'enfant, qui a été développé par le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), l'IBESR et UNICEF Haïti. UNICEF Haïti a par ailleurs soutenu la mise en place et l'équipement du Tribunal Pour Enfants des Cayes et assuré le renforcement des Tribunaux Pour Enfants de Port-au-Prince et du Cap Haïtien. Ce soutien va permettre d'améliorer l'accès et garantir le respect des droits des enfants concernés conformément aux recommandations de 2016 du Comité de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. UNICEF Haïti a publié un aide-mémoire sur la protection de l'enfant à l'usage des policiers dans l'exercice de leur fonction. En préparation aux urgences, UNICEF Haïti a fourni un appui technique substantiel dans la préparation des urgences à travers la formation de 500 personnes (dont 48% de femmes) dans l'ensemble du territoire sur la réduction des risques des désastres.

En lien avec le Produit 2, UNICEF Haïti a fourni un appui financier aux coûts opérationnels de l'IBESR afin d'assurer la décentralisation du staff et une couverture physique sur l'ensemble des dix départements. Par ailleurs, en vue d'apporter une prévention et une réponse holistique au travail domestique des enfants, UNICEF Haïti en partenariat avec le Gouvernement et des ONGs, a assisté 1905 enfants victimes ou à risque de travail domestique, dont 1277 filles, sur le plan psycho-social, médical ou scolaire. 839 familles vulnérables dont les enfants étaient à risque de séparation familiale ont été assistées afin de prévenir le travail des enfants avec plusieurs types de paquets d'interventions comprenant le transfert d'espèces, l'appui aux activités génératrices de revenus et l'accompagnement psychosocial.

En 2018, UNICEF Haïti à travers ses partenaires de mise en œuvre et en étroite collaboration avec l'IBESR, a pris en charge 2656 enfants (dont 1745 filles) survivants ou à risque de violence et 23 filles survivantes d'actes d'exploitation sexuelle. Le paquet d'assistance comprend un appui psychosocial et sanitaire, la gestion des cas et la réinsertion socio-économique et à l'école, ainsi que la réunification familiale et l'hébergement transitoire. Un système de référencement des cas a été mis en place dans 20 communes et 32 sections communales dans les départements du Sud et de la Grande Anse. Ce système, basé sur les comités de protection de l'enfant, a permis d'augmenter le taux de référencement communautaire de 5% à 20%. L'augmentation du taux de référencement communautaire traduit une appropriation des communautés des systèmes et services existants et leur implication dans l'identification et le signalement des cas de violence sur les enfants. Cependant, la majorité des référencements des cas de vulnérabilité des enfants reste attribuable aux ONGs et aux services

techniques du Gouvernement. Les activités de sensibilisation sur les droits et la protection de l'enfant ont touché 23 277 personnes dont environ 60% de femmes.

En lien avec le Produit 4, UNICEF Haïti, avec le soutien financier du Gouvernement du Canada et en partenariat avec les Ministères de la Condition Féminine et aux Droits des Femmes, de la Justice, de la Santé et des Affaires Sociales, ainsi que l'Office National d'Identification et les Archives Nationales, a lancé un projet visant à améliorer l'accès aux services d'enregistrement inclusif et égalitaire des naissances à travers 1) l'amélioration des capacités techniques et de gestion des bureaux d'état civil, 2) renforcement du cadre institutionnel, règlementaire et législatif du secteur de l'enregistrement des naissances, 3) transition du système d'enregistrement des naissances vers une autonomisation graduelle et 4) intégration de l'enregistrement des naissances dans le système de santé. L'enregistrement des naissances consacre l'existence juridique de tout enfant et permet de prévenir l'apatridie. L'accès à une identité juridique constitue également un préalable indispensable à l'autonomisation des femmes et des filles et à leurs perspectives de développement personnel, économique et social.

Dans le domaine humanitaire, En réponse au séisme du 6 octobre 2018, UNICEF Haïti et ses partenaires ont renforcé la prise en charge psychosociale des enfants à travers la formation de 60 moniteurs bénévoles qui appuient le fonctionnement de 30 espaces amis des enfants. UNICEF Haïti a facilité la réunification familiale de 155 enfants non accompagnés (dont 68 à la frontière avec la République Dominicaine), assuré un accès à 3915 personnes au travail social pour prévenir la séparation familiale et accès aux activités récréatives et psychosocial pour 1838 enfants.

Le Gouvernement du Canada est le principal contributeur d'UNICEF Haïti en matière de protection de l'enfant, couvrant environ 60% des ressources mobilisées. Les principaux partenaires de mise en œuvre du programme sont ACTED, AVSI, CONCERN, Foyer l'Escale, CARE, Organisation Fanm Vanyan (OFAVA), Terre des Hommes Lausanne, ainsi que la Fondation Zamni Timoun (FZT).

[15] Rapport d'activités de la Fondation TDH et IBESR.

[16] EDOS (Evaluation et Documentation Sociale) Institut de Bien Etre Social et de Recherche, 2018.

[17] Fafo, Placement et Travail Domestique des Enfants en Haïti, 2014.

[18] Ibid.

[19] Ibid.

[20] EDOS (Evaluation et Documentation Sociale) Institut de Bien Etre Social et de Recherche, 2018.

[21] Stratégie nationale de protection, Bureau de la Protection Civile, 2018.

[22] Le cadre légal sur l'enfance est confiné dans les Codes civil et pénal de 1835 et les textes des années 60 notamment la déclaration des droits de l'enfant du 20 novembre 1959. Il n'existe pas un véritable corpus de lois qui permette de sérier les différentes thématiques en matière de protection de l'enfant en Haïti.

iv. Every child lives in a safe and clean environment

L'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) reste un défi majeur en Haïti. Selon les dernières données disponibles, si l'accès à l'eau s'est amélioré depuis 2012, des disparités fortes demeurent entre zones urbaines et zones rurales [23]. Un Haïtien sur 4 n'a pas accès à des sources d'eau potable au niveau local aisément accessible et 3 ménages sur 4 n'ont pas accès à une installation adéquate pour se laver les mains avec de l'eau et du savon. Seuls 30% des ménages ont accès à un système d'assainissement amélioré et 1 ménage sur 4 pratique encore la défécation à l'air libre.

Les résultats rapportés ci-dessous ont contribué à la réalisation du Résultat 2 du CPD 2017-2021 sur l'accès équitable aux services EAH et la réduction de l'incidence du choléra en Haïti, et à l'Effet II du CDD 2017-2021, qui porte sur l'accès aux services sociaux de base. UNICEF Haïti, en étroite collaboration avec la Direction Nationale de l'Eau Potable, l'Assainissement

et l'Hygiène (DINEPA) du Ministère De l'Environnement (MDE) et les partenaires de mise en œuvre, a contribué aux résultats suivants :

En lien avec le Produit 1, UNICEF Haïti a apporté une assistance technique à l'élaboration de la stratégie nationale pour la Conservation et Traitement de l'Eau à Domicile (C-TED). Une étude de marché sur les produits de traitement de l'eau à domicile a été réalisée en collaboration avec la DINEPA et le MSPP afin d'analyser le marché actuel ainsi que l'efficacité des produits utilisés. Les résultats de cette étude vont favoriser la promotion du traitement de l'eau à domicile, une approche qui est fortement recommandée dans la lutte contre le choléra.

Concernant le Produit 2, 21 600 personnes additionnelles, en milieu rural, ont accès à une source améliorée d'approvisionnement en eau grâce à l'appui d'UNICEF Haïti. De même, plus de 19 000 élèves dans 59 nouvelles écoles ont accès à une source améliorée d'eau, de toilettes séparées par genre et équipée de dispositifs de lavage des mains au savon. Cinq centres de santé sont équipés de blocs sanitaires.

En lien avec le Produit 3, par le biais de l'Approche Communautaire pour l'Assainissement Total (ACAT), 50 nouvelles communautés se sont mobilisées pour réclamer le statut de Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL) et 12 nouvelles localités ont été vérifiées et certifiées FDAL. Par ailleurs, 156 nouvelles localités se sont engagées dans le processus FDAL où plus de 16 200 ménages sont touchés dans les départements de l'Artibonite, Centre, et Sud-Est ; plus de 9400 latrines et 2600 dispositifs de lavage des mains ont été construits par les familles. De plus, 14 500 personnes ont été touchées par le Traitement d'Eau à Domicile (TED) dans 20 localités dans le Centre.

En lien avec les Produits 4 et 5, en réponse aux urgences telles que les flambées de choléra et le tremblement de terre d'octobre 2018, UNICEF Haïti a appuyé l'approvisionnement en eau potable pour environ 355 188 personnes, et la sensibilisation de près de 122 605 personnes sur l'hygiène et les risques liés au manque de lavage des mains, et favorisé l'accès à des installations sanitaires pour 18 550 personnes.

UNICEF Haïti demeure un partenaire clé du Gouvernement dans le cadre de la nouvelle stratégie de lutte contre le choléra [24]. En 2018, grâce au renforcement de la réponse dans le cadre du plan national long terme pour l'élimination du choléra (2019-2020), la maladie a atteint son niveau le plus bas depuis le début de l'épidémie. La réponse rapide, la surveillance épidémiologique et les capacités de laboratoires ont été renforcées, permettant d'assurer la coordination et l'appui à la prise de décision pour le contrôle du choléra. Malgré une légère hausse du nombre de cas suspects observée durant les mois d'avril et mai 2018 avec des flambées localisées dues aux fortes pluies, Haïti a largement atteint l'objectif du plan d'élimination à moyen terme d'un taux d'incidence inférieur à 0,1% (correspondant à 12 000 cas suspects). Entre janvier et novembre 2018 [25], 3644 cas suspects de choléra et 41 décès ont été enregistrés, soit une réduction de 71% par rapport à la même période en 2017. Si ces progrès montrent que l'élimination reste réalisable, un appui soutenu de la communauté internationale est nécessaire afin de renforcer les mesures de prévention et faire face aux milliers de cas encore signalés chaque année. L'élimination du choléra ne peut être réalisée que par ce soutien, conjugué à des efforts soutenus de renforcement des capacités nationales.

La préparation aux urgences a considérablement progressé au cours des réunions intersectorielles avec les partenaires du secteur EAH, dont UNICEF Haïti est co-lead avec la DINEPA. De concert avec le Département de Réponse aux Urgences (DRU), un certain nombre d'activités ont été lancées notamment, la révision du pack de réponse aux urgences hydrométéorologiques, la consolidation de la cartographie des acteurs et du stock de contingence, la formation des acteurs étatiques et des équipes d'intervention communales et la mise aux normes EAH d'abris collectifs aux Cayes et à Jérémie.

Avec le soutien d'UNICEF Haïti, le MDE a participé activement à la mise en œuvre des activités par la validation de l'étude de l'impact environnemental et la réalisation d'audiences publiques avec les communautés dans le cadre du projet de traitement des eaux usées des hôpitaux financé par USAID. Par ailleurs, un plan d'éducation relative à l'environnement a été présenté aux acteurs locaux par le MDE afin d'impliquer les élèves bénéficiant du projet financé par le Gouvernement du Canada dans l'Artibonite, dans la lutte contre le changement climatique.

Le Gouvernement du Canada et du Japon, USAID, DFID et ECHO sont les principaux contributeurs d'UNICEF Haïti dans le domaine de l'eau, assainissement et hygiène (EAH). Les principaux partenaires de mise en œuvre du programme sont Oxfam Intermon, Zanmi Lasante, World Vision, Plan International, Netherlands Red Cross (CRNL), Catholic Relief Services (CRS), Première Urgence International (PUI), Norwegian Church Aid (NCA), ADEMA, ACTED, Solidarités International, CARE, Water Mission, ACCESS, Zanmi Timoun, CEDUCC.

[23] Le pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau améliorée est de 74%, dont 59.5% en zone rurale et 95% en zone urbaine.

[24] L'UNICEF, en tant que partenaire clé du Gouvernement dans la lutte contre le choléra dans le cadre du Plan national pour l'élimination du choléra (2013-2022), est déterminé à maintenir son appui au système d'alerte / d'intervention rapide dans quatre domaines principaux: l'appui à la coordination des systèmes d'intervention nationaux et départementaux; appui au mécanisme de surveillance; intervention rapide de WASH et actions de prévention dans les communautés; et analyse épidémiologique permanente.

[25] Semaine 47.

v. Every child has an equitable chance in life

En lien avec l'ensemble des Résultats du CPD 2017-2021 et l'Effet II du CDD 2017-2021 sur l'accès aux services sociaux de base, UNICEF Haïti reste engagé aux côtés de l'État Haïtien afin de permettre au pays d'augmenter les dépenses publiques à l'appui des services sociaux essentiels pour les familles les plus vulnérables. En 2018, UNICEF Haïti a contribué à l'élaboration par le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) d'un document cadre de protection et de promotion sociale avec pour objectif de développer une politique nationale de protection sociale. En 2019, en tant que membre de la commission de rédaction du document, UNICEF Haïti poursuivra la préparation des chapitres portant sur la petite enfance et l'adolescence.

Sur le financement des secteurs sociaux, une enquête de suivi des dépenses publiques du secteur de l'éducation (financée par l'UE), et un exercice pilote de budgétisation basée sur les résultats dans le secteur de la santé sont en cours. Ces exercices offrent une opportunité de renforcement du plaidoyer en faveur des dépenses orientées vers l'enfance.

Part 3: Lessons learned and constraints

Eau, assainissement et hygiène

Les efforts du secteur EAH, particulièrement de la DINEPA appuyée par le plaidoyer et l'assistance technique et financière d'UNICEF Haïti, ont permis au Gouvernement d'Haïti d'intégrer le "Partenariat pour l'Assainissement et l'Eau pour Tous". Cette intégration a été saluée par l'ensemble des acteurs du secteur et a favorisé la participation du gouvernement haïtien, à travers la DINEPA, à la convention internationale Mahatma Gandhi sur l'assainissement réalisée par le Gouvernement de l'Inde. A l'issue de cette convention, le Gouvernement d'Haïti s'est engagé à impliquer toutes les forces vives de la nation dans la lutte contre la défécation à l'air libre. Un mois de l'assainissement est planifié pour janvier 2019 pour engager principalement les maires à travers la signature d'un pacte d'engagement dans la lutte contre la défécation à l'air libre.

Nutrition

Les rencontres mensuelles des prestataires responsables de la prise en charge de la malnutrition aigüe ont nettement amélioré la qualité des services et la complétude des données programmatiques. Celles-ci ont fourni un forum de discussions et d'échanges entre les centres de santé et les directions départementales sanitaires.

La collaboration entre le MSPP, l'Université McGill (Canada) et l'ONG FONDEFH avec l'appui technique et financier de l'UNICEF a permis la réalisation rapide et efficiente de l'enquête nationale sur la carence en iode. Le MSPP a fourni les ressources humaines ayant la connaissance du contexte et du terrain, l'Université McGill a apporté une rigueur scientifique à l'enquête avec son expertise en recherche appliquée et FONDEFH a facilité les aspects administratifs de l'enquête. C'est un modèle à reproduire à l'avenir où chaque entité offre un avantage comparatif et complémentaire.

Éducation

De la mise en œuvre, il est apparu clairement qu'afin d'avoir des résultats plus probants notamment dans le domaine des apprentissages, les interventions en salle de classes doivent prendre en compte l'ensemble des facteurs susceptibles d'influencer le rendement scolaire des élèves (matériels, formations, sensibilisations, activités extrascolaires, etc.). La promotion des compétences en lecture passe également par l'engagement des parents et de la communauté. Pour cela, UNICEF Haïti intégrera dès 2019 une stratégie participative de camps d'été impliquant les parents et la communauté.

Les questions autour de l'enseignant sont également apparues comme des domaines ayant une influence importante sur l'apprentissage des enfants. Si les enseignants n'ont pas les qualifications de base requises pour occuper leur poste, il est difficile de rattraper leur déficit à travers des séances de formation, des journées pédagogiques et du matériel adéquat, malgré le focus programmatique sur le renforcement des capacités. Par contre, la mise en place de mécanismes et de mesures d'accompagnement régulier des enseignants dans leur travail en salles de classe, a montré des effets positifs sur le changement des pratiques d'enseignements et sur l'apprentissage des enfants.

La collaboration avec les Directions Départementales de l'Éducation (DDE) et leur renforcement contribuent à assurer un meilleur suivi des activités sur le terrain et une responsabilisation accrue du Ministère. Plus proches des écoles, les DDE sont un partenaire de choix pour améliorer la mise en œuvre du programme.

Protection

La coordination d'action entre plusieurs acteurs dont les travailleurs sociaux, les psychologues et la police est un facteur d'efficacité dans l'identification et la gestion des cas d'enfants vulnérables afin d'assurer une meilleure protection des enfants. Par ailleurs, l'implication des personnes ressources au niveau des communautés (associations de femmes, comités de protection et l'assemblée de la section communale) et la synergie avec les secteurs médical, éducatif, et du relèvement économique a permis d'apporter des réponses holistiques selon les besoins identifiés et basées sur les droits humains. De même, le renforcement des liens avec le secteur privé facilite les passerelles entre l'offre et la demande d'emploi et permet d'assurer des opportunités de réinsertion socioprofessionnelle durable pour les jeunes en situation de vulnérabilité.

En 2019, un accent particulier sera mis sur l'intersectorialité avec la santé, l'éducation et la justice pour assurer un accès holistique des enfants aux services de base. Le renforcement du partenariat avec le secteur privé notamment les fournisseurs de téléphonie mobile pour l'opérationnalisation de U-Report permettra de développer les échanges interactifs avec les jeunes à travers les médias sociaux. Les

partenariats avec le secteur privé permettront en outre d'accroître la durabilité et l'appropriation des interventions.

Humanitaire

Une des leçons apprises de 2018 dans le secteur Humanitaire provient de l'exercice d'évaluation multisectorielle de la réponse de UNICEF Haïti à l'ouragan Matthew sur la période 2016-2017. Les nombreuses recommandations mettent en avant l'importance de la préparation à l'urgence (planification, échelle, développement de documents communs pour l'évaluation des besoins), la meilleure coordination pendant l'urgence et la mise en œuvre de véritables mécanismes de communication avec les communautés affectées, de retours et de gestion des plaintes. Ces recommandations ont été récemment confirmées par un organisme indépendant [26] qui, s'il note une amélioration du travail des acteurs humanitaires en Haïti en 2017 et 2018, souligne néanmoins des marges de progression dans les domaines de la communication avec les populations, l'atteinte des plus vulnérables, et l'autonomisation réelle/résilience à d'éventuels chocs futurs. En réponse à ces recommandations, UNICEF Haïti a mis un accent particulier sur la préparation aux urgences en 2018, en (i) signant des PCA de contingence avec 3 partenaires pour une couverture de l'ensemble du pays, (ii) en formant la quasi-totalité des staffs-programme aux principes humanitaires, notamment l'approche « cash transfert », (iii) en développant des plans de contingence dans 2 départements-pilotes pour le secteur de l'Éducation, (iv) en multipliant les formations en gestion des risques et désastres auprès des partenaires gouvernementaux, (v) en développant des pack de réponse pour le secteur WASH (par type d'intervention, par ex. : water tracking, etc), (vi) en évaluant la faisabilité d'approche « cash » via des pre-crisis market assessment (PCMA), et (vii) en pilotant des approches « cash » dans les secteur WASH pour le traitement de l'eau à domicile (Artibonite) et pour la prévention de l'institutionnalisation des enfants (Grande Anse).

Choléra

Le programme choléra d'UNICEF Haïti, en appui au Plan national pour l'élimination du cholera en Haïti, a permis de maintenir sur l'ensemble du territoire national la transmission de la maladie à un niveau bas sans précédent. Les résultats obtenus notamment en termes de surveillance épidémiologique et de réponses communautaires, démontrent une réelle efficacité. Plusieurs départements n'ont plus aucune transmission active du vibrion. Dans la métropole, le dernier cas suspect de cholera confirmé en laboratoire date de plus de cinq mois. L'ensemble des moyens de lutte doit toutefois être maintenu pour réaliser l'élimination avant 2022. L'appui d'UNICEF Haïti et de OMS-PAHO dans les activités de surveillance a permis de renforcer la capacité des laboratoires et d'obtenir des résultats valorisables notamment dans la zone métropolitaine.

Le 'Last Mile' choléra devra s'appuyer sur (i) une forte implication des directions de santé départementales afin de préparer une transition progressive de la réponse à partir de 2019-2020. Cette implication ne peut être effective qu'en réactivant les espaces de coordination au niveau central (Unité d'appui à la Décentralisation de la Santé (UADS), Direction d'Épidémiologie, de Laboratoire et de Recherche (DELR), DINEPA, PAHO, UNICEF) pour impliquer davantage les directions départementales, et aussi favoriser une prise de décision rapide. En début 2019, l'UADS, le Coordinateur Maladie Infectieuse (CMI), l'Unité de Gestion des Programmes du MSPP, et UNICEF Haïti se réuniront pour définir les rôles respectifs mais aussi impliquer d'avantage les directions sanitaires, (ii) le soutien des ONG aux activités de réponses et la mise en place des cordons sanitaires. La réduction du nombre d'équipes (ONG) n'est pas réaliste avant le milieu 2019 en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique, (iii) un soutien accru aux laboratoires afin de détecter les « derniers » cas dans un temps acceptable pour adapter la réponse le plus rapidement possible.

[26] Enquête Personnes affectées, Ground Truth solution, Haïti, Sept 2018 (résultats préliminaires conduits sur 660 enquêtées dans les départements du Sud, de la Grande Anse et du Nord-Ouest.

